

L'Association des Régions de France (A.R.F.) et le démantèlement du service public d'éducation nationale.

Les 14 et 15 novembre 2013, l'ARF, en partenariat avec le Conseil Régional de Lorraine, organise à Metz son 4^{ème} colloque national « Jeunesse en Région ». Derrière les déclarations de bonnes intentions en direction de la jeunesse, l'ARF œuvre surtout à faire pression pour accroître le transfert de compétences de l'Etat vers les Régions, en matière d'éducation notamment. En témoigne le dossier et la conférence de presse réalisés par l'ARF en septembre et titrés : « Rentrée scolaire 2013 , les régions et l'an I de la refondation de l'école »¹.

Des Régions plus puissantes qui :

– définissent les cartes et l'offre de formation (y compris initiale en LP),

– sont libres de soutenir l'apprentissage (y compris privé) plutôt que la formation en LP,

– pilotent le service public d'orientation et de formation « tout au long de la vie »,

– prennent en charge le problème du décrochage scolaire,

– participent à l'élaboration des contrats d'objectifs des lycées généraux, technologiques et professionnels,

– œuvrent à l'introduction de toujours plus de numérique à l'école (manuels numériques, ENT, télé-enseignement...), quand par ailleurs les moyens humains manquent cruellement.

Une éducation nationale affaiblie car :

→ la territorialisation attaque l'égalité républicaine sur le territoire national ;

→ les régions sont responsables de la disparition de nombreuses formations publiques en lycée professionnel ;

→ l'orientation et la formation ne se réduisent pas à l'insertion professionnelle ! Pourtant les Régions les soumettent au seul marché local de l'emploi, reléguant au second plan les aspirations et besoins des jeunes ;

→ le décrochage est un problème scolaire, qui doit être pris en charge par l'éducation nationale pour réconcilier les élèves avec l'école. Une insertion professionnelle précoce ne saurait en aucun cas constituer une solution ;

→ leur participation à l'élaboration des contrats d'objectifs constitue une ingérence des Régions dans les projets et le fonctionnement pédagogiques des lycées ;

→ le numérique à outrance transforme en profondeur les méthodes d'enseignement, alourdit et dégrade le travail des professeurs. Tout cela n'est pas dans l'intérêt des élèves mais seulement dans celui de quelques entreprises qui voient un marché juteux s'offrir à eux avec de l'argent public. Il s'agit bien là d'une marchandisation et d'une privatisation déguisée et rampante d'une partie du système éducatif.

...Voilà l'aboutissement de l'action menée par l'ARF et dont elle se réjouit, ayant trouvé une oreille attentive autant chez Sarkozy que chez Hollande pour poursuivre les projets néo-libéraux à l'œuvre depuis les années 80. De ce point de vue, la politique conduite par le Conseil Régional de Lorraine ces dernières années est tristement symptomatique : 4 fermetures de lycées professionnels (Charmes, Guénange, Auboué, Moyeuve-Grande), d'autres appelés à suivre. Comment on est-on arrivé là ? Sûrement pas par une baisse naturelle du nombre d'élèves, comme on veut nous le faire croire. Mais bien par des politiques d'étouffement volontaire des lycées professionnels et de favoritisme de l'apprentissage, conduisant à des suppressions de postes, à des fermetures d'établissements, à la disparition de formations de certains départements, et, dommage collatéral, à ce que certains élèves sortent sans qualification du système scolaire. Le cas du lycée professionnel de Charmes est un exemple effarant tant des politiques à l'œuvre que de l'hypocrisie des élus locaux : <http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article973> .

Les politiques de fond conduites par les Régions remettent petit à petit mais gravement en cause ce qui est pourtant fondamental pour la jeunesse : un service public d'éducation nationale. Ici aussi, derrière les déclarations de bonnes intentions, les décisions concrètes prises par nos élus obéissent aux vœux du patronat : démantèlement de l'état social, du service public et de la fonction publique, soumission au marché, privatisation et marchandisation rampantes. SUD Education Lorraine s'oppose à ce que les Régions mettent la main sur l'enseignement (même professionnel). L'éducation doit rester un service public national, assuré pas des fonctionnaires d'État. Elle doit servir à émanciper les jeunes, pas à les soumettre au marché de l'emploi !

¹ http://www.arf.asso.fr/wp-content/uploads/2013/09/ARF_DossierPresse2013_OK_BD.pdf